

de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence

Nombre de membres

Afférents au conseil
communautaire : 33

En exercice : 32

Qui ont pris part à la
délibération : 20

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Séance ordinaire du 1^{er} mars 2018

L'an deux mil dix huit

et le premier mars à dix-huit heures trente

Date de convocation

22 février 2018

Date d'affichage

22 février 2018

Le conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans l'un des lieux habituels de ses séances, sous la présidence de :

M. Max IVAN, Président

PRESENTS : MME MARIE-JOSE AUNAVE, M. PHILIPPE DE BEAUREGARD, M. LOUIS DRIEY, M. JULIEN MERLE, M. GERARD SANJULLIAN, M. JOSEPH SAURA, M. FABRICE LEAUNE, vice-présidents ; Mme Elvire TEOCCHI, M. Hervé AURIACH, Mme Christine WINKELMANN, M. LIONEL MURET, MME MARLENE THIBAUD, MME FABIENNE MINJARD, MME YOLANDE SANDRONE, M. HENRY TROUILLET, M. JEAN-PIERRE TRUCHOT, MME MARYVONNE HAMMERLI, M. JEAN-PIERRE DELFORGE, M. HENRI COPIER

AYANT DONNE POUVOIR A UN CONSEILLER : MME FRANÇOISE CARRERE A MME FABIENNE MINJARD ; M. ERIC LANNOY A M. LOUIS DRIEY ; M. CLAUDE RAOUX A MME YOLANDE SANDRONE ; MME CLAIRE BRESOLIN A M. MAX IVAN ; M. VINCENT FAURE A M. JULIEN MERLE ; MME LYDIE CATALON A M. JEAN-PIERRE TRUCHOT ; MME BERANGERE DUPLAN A M. GERARD SANJULLIAN ; M. ALAIN BESUCCO A MME MARYVONNE HAMERLI

ABSENTS : MME BRIGITTE MACHARD, M. DANIEL SANTANGELO ; M. JEAN-PAUL MONTAGNIER, MME MARY-LINE BARBAUD

SECRETAIRE DE SEANCE : M. JEAN-PIERRE DELFORGE

Rapporteur : Mme Marie-José AUNAVE

Le rapporteur expose :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République a modifié les articles L.2312-1 et L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans le but d'améliorer la transparence au sein des assemblées délibérantes, l'information des administrés et la responsabilité financière des communes ou établissements de plus de 3500 habitants.

Outre son caractère obligatoire, la tenue du débat d'orientations budgétaires en conseil communautaire dans les deux mois qui précèdent le vote des budgets s'accompagne désormais de la production d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB). Ce rapport, justifié par l'obligation de maîtrise des finances publiques, est présenté devant le conseil communautaire et doit désormais comprendre, en application du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication du rapport d'orientations budgétaires :

- Les **principales orientations budgétaires** : évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- La présentation des **engagements pluriannuels envisagés**, notamment les

**Délibération
n°2018-022
Rapport et débat
d'orientations
budgétaires 2018**

**Délibération
n°2018-022
Rapport et débat
d'orientations
budgétaires 2018**

orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépenses et de recettes ;

- Des informations relatives à la **structure et à la gestion de l'encours de la dette** contractée, et les perspectives pour le projet de budget ;

Dans les EPCI de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

- A la structure des effectifs et à la durée effective du travail dans l'établissement ;
- Aux **dépenses de personnel** comportant notamment des éléments sur la rémunération : traitements indiciaires, régimes indemnitaires, action sociale, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport, préalablement adressé aux membres du conseil communautaire, donne ainsi lieu à un débat au conseil communautaire, dans les conditions fixées par son règlement intérieur, suivi d'une délibération spécifique.

La nouvelle rédaction de l'article L.2313-1 du CGCT complète également les conditions de présentation des documents budgétaires soumis au vote, devant être dorénavant assortis d'une présentation synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Cette présentation, ainsi que le rapport d'orientations budgétaires préalablement débattu lors de la séance du débat d'orientations budgétaires, la note explicative de synthèse annexée aux budgets primitifs et celle annexée aux comptes administratifs, sont mis en ligne sur le site internet de la collectivité, conformément à l'article L.2121-12 du CGCT.

Le débat d'orientation budgétaire permet ainsi :

- De présenter à l'assemblée délibérante les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans les budgets primitifs ;
- D'informer sur la situation financière de la collectivité ;
- De présenter le contexte économique national et local.

Une fois adopté, le rapport est transmis aux maires des communes membres dans un délai de quinze jours ; il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération intercommunale, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientations budgétaires. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Les communes membres de l'EPCI qui sont dans l'obligation de produire un rapport d'orientations budgétaires doivent également le transmettre au Président de l'EPCI dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le conseil municipal.

Le conseil communautaire est donc appelé à approuver le rapport d'orientations budgétaires 2018 après avoir débattu des orientations budgétaires prévues pour le nouvel exercice, tant pour le budget principal que pour les budgets annexes (assainissement et zones d'activité).

Le rapporteur entendu, le conseil délibère,
Prend acte du rapport d'orientations budgétaires 2018.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus mentionnés.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

Le: 05/03/2018

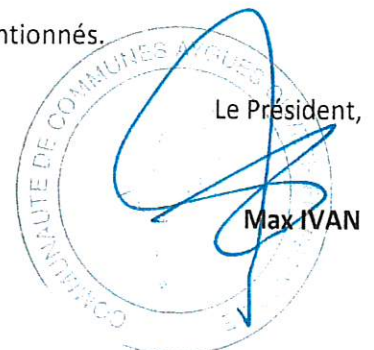
Et notification

Du: 06/03/2018



Le Président

Max IVAN



Le Président,

Max IVAN

vm i